International Meat Secretariat

www.meat-ims.org | 659 | fevrier 2024

SOMMAIRE


- Compte rendu du Congrès mondial de la viande
- La doctrine de la déférence et ce qu'elle signifie pour l'industrie américaine


# Compte rendu du Congrès mondial de la viande

*Le dernier après-midi du Congrès mondial de la viande s'est focalisé sur deux thématiques d'une importance vitale pour les entreprises du secteur de la viande à travers le monde entier:*
*1. Les questions de durabilité et l'empreinte carbone de la viande et*
*2. Les questions de santé animale à l'échelle mondiale.*




**Jason Clay, vice-président du Fonds mondial pour la nature *[World Wildlife Fund]***, est un universitaire issu d'une famille d'agriculteurs. Il a évoqué les grands défis auxquels le secteur est confronté en ce qui concerne l'empreinte carbone de la viande et, même si les messages qu'il a adressés étaient clairs, il a tenu à se montrer constructif et à proposer des solutions pratiques. Selon lui, parler de l'intensité **moyenne** des émissions des différentes catégories de protéines alimentaires pose problème. Il a illustré son propos avec une diapositive montrant deux assiettes quasi identiques: l'une représentait des émissions de 171 kgCO2 et la de seconde seulement 12 kgCO2!

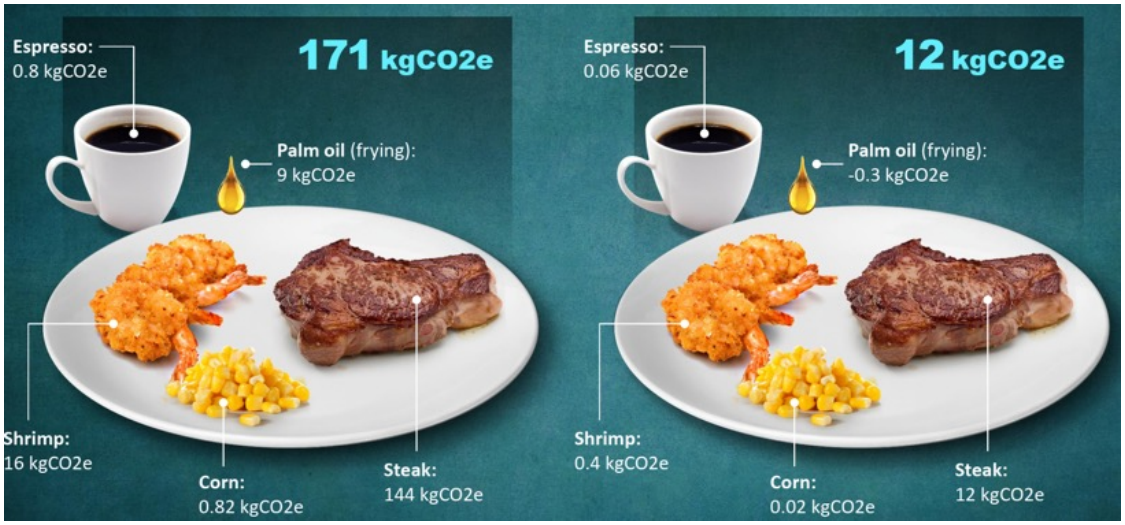
*«Une moyenne vous donne une quantité mais ne vous donne aucune indication sur les auteurs, les lieux ou les raisons des émissions de GES»*, a-t-il déclaré. Les stratégies d'amélioration pourraient consister soit en *«une récompense pour les plus performants»* soit en *«une exclusion du reste»*. Il est important que le secteur se souvienne également que les effets du changement climatique, même au cours des 10 à 15 prochaines années, influeront inévitablement sur le lieu et le mode de production de la viande, ainsi que sur la sélection de l'alimentation animale.

De plus, si nous envisageons cette question au-delà de la seconde moitié de ce siècle, il en ressort que l'activité climatique devrait fondamentalement modifier la localisation de l'élevage et de la production végétale au niveau mondial, générant des changements spectaculaires dans certaines régions du monde comme le Midwest américain. En ce qui concerne la production animale, les producteurs devront faire face à une élévation des températures, à d'importantes variations de la disponibilité de l'eau, à des changements dans la qualité des pâturages et l'alimentation animale, ainsi qu'à une augmentation du stress, des maladies et de la mortalité.

## De la nécessité d'une «adaptation des mentalités»

S'agissant des mesures à prendre, Jason Clay a souligné que nos mentalités devaient s'adapter en passant de *«que penser»* à *«comment penser»*,

### Figure 1. «L'intensité moyenne des émissions» n'explique pas tout




I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE
Tel:
33 (0)1 44 93 60 20
Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. All rights reserved

No part of this publication may be reproduced in any form or by any means without the prior permission of I.M.S.

www.meat-ims.org

et viser un objectif de réduction de 50% des gaz à effet de serre d'ici à 2030 – en se concentrant sur les émissions de catégorie 3. Il a montré les réductions impressionnantes déjà réalisées par le secteur américain de la viande bovine ces dernières années et a ensuite expliqué comment la filière mondiale de la viande pourrait triompher.

1. Il convient de mettre l'accent sur les bonnes pratiques, en particulier sur la hausse de la productivité; il faudrait une transition majeure vers de **meilleurs rendements**.
2. La plupart des produits alimentaires, y compris la viande, sont commercialisés à des prix bas qui ne reflètent pas leurs véritables coûts de production; il est nécessaire **d'inclure les coûts du carbone dans les futurs prix de la viande**.
3. Il faudrait s'entendre sur une mesure normalisée des émissions de GES, avec des estimations réalistes des émissions de catégorie 3.
4. Le secteur devrait se concentrer, dans un premier temps, sur les domaines susceptibles de générer des impacts importants et lier cela à une culture d'amélioration continue assortie d'un suivi régulier des avancées.
5. Enfin, les entreprises devraient veiller à rester informées des évolutions scientifiques et technologiques, ainsi que des changements structurels du marché, ce qui pourrait permettre de faire nettement mieux; et les stratégies d'entreprise devraient intégrer ces innovations.

## Le secteur de la viande fait parfois preuve d'une certaine lenteur à adopter le programme de lutte contre le changement climatique

**Ivan Ivanov est le responsable du service conseil en matière de protéines animales auprès de Société financière internationale (IFC) de la Banque mondiale**. IFC est la plus grande institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Elle dispose actuellement d'un portefeuille de soixante-six investissements dans les protéines animales dans le monde entier, évalués à 1,1 milliard USD.

Ses investissements dans le secteur de l'élevage doivent être conformes aux principes énoncés dans l'accord conclu lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015 à Paris et emprunter clairement la voie vers la réduction des émissions de GES et un développement adapté au changement climatique. Ivan Ivanov a cité en exemple un projet de IFC portant sur la viande bovine en Zambie qui vise à établir des niveaux de référence pour les émissions de GES et à renforcer les capacités internes d'évaluation et d'identification des possibilités de décarbonation dans les activités d'élevage et de transformation de la viande.

IFC vise à accélérer la transition climatique du secteur de l'élevage dans les pays en développement. Ivan Ivanov a toutefois remis en cause la filière, affirmant que le secteur de l'élevage tarde parfois à adopter le programme de lutte contre le changement climatique. Il devrait prendre davantage d'initiatives au niveau mondial - «*La décarbonation de l'élevage est un défi mondial qui nécessite des solutions locales.*» Le secteur laitier avait ainsi ouvert la voie en lançant diverses initiatives collaboratives pré-concurrentielles.

## D'importantes réductions des émissions de carbone de la viande sont réalisées

**Martijn Bouwknegt, directeur de la recherche de VION Food Group**, a montré que l'empreinte carbone des viandes porcine et bovine et du cheptel laitier pourrait être réduite et «*comparable à diverses sources de protéines végétales, y compris le tofu*». Les principales solutions à cet effet sont les suivantes:

- Augmentation de l'efficience des systèmes de production, avec notamment une baisse des coefficients de conversion

## Figure 2. Aux Pays-Bas, de grands pas ont déjà été franchis depuis 1990

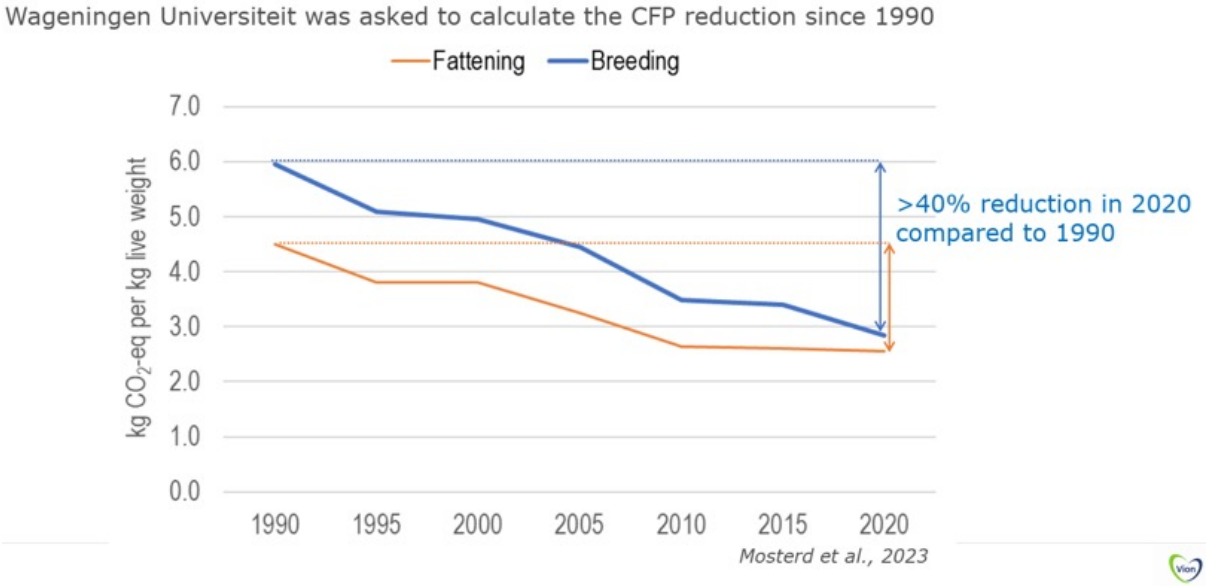
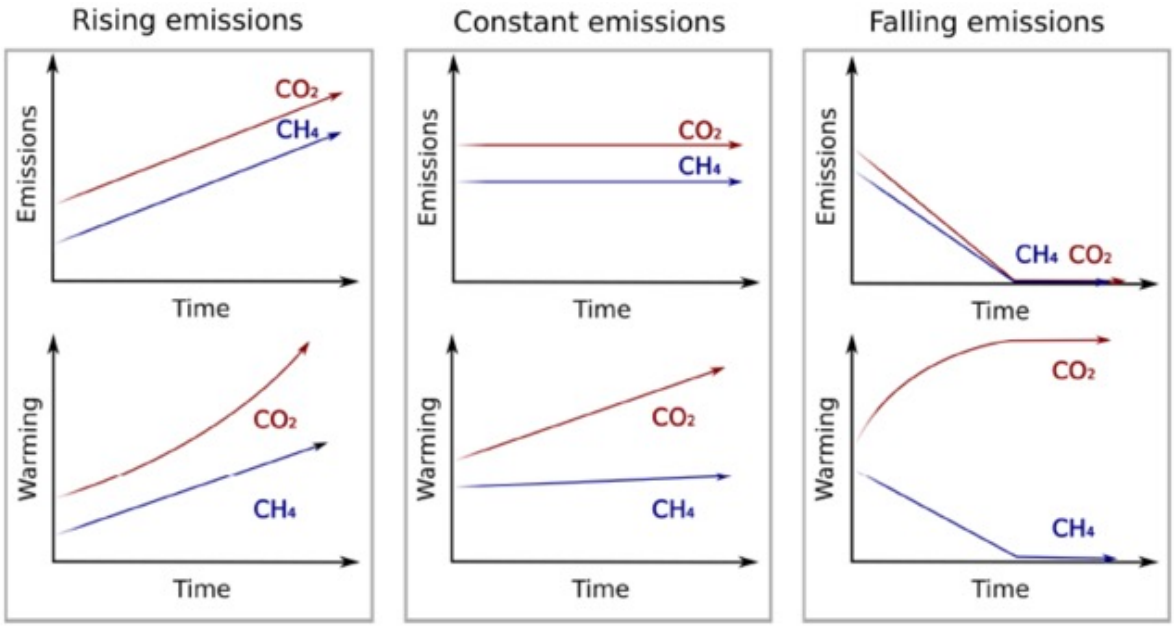


**Figure 3. Émissions vs Réchauffement - Utiliser le bon outil de mesure**




alimentaire [*Feed conversion Ratio*, FCR]

- Utilisation des sous- produits de l'industrie alimentaire
- Stockage et traitement du fumier

Dans sa présentation, de nature optimiste, il a donné des exemples tirés de son expérience auprès de Vion et a conclu en déclarant que les objectifs climatiques pour 2030 étaient déjà à portée de main. Des données réelles de grande qualité offrent un aperçu des options de gestion pour les agriculteurs, mais une communication plus éclairée à l'intention des consommateurs est essentielle. Le message clé est que la viande n'est pas seulement un aliment sain, mais qu'elle ***peut être produite de manière très durable***.

## Lancement d'initiatives majeures en matière de diminution des émissions de méthane en Nouvelle-Zélande

Les défis particuliers auxquels sont confrontés les secteurs bovin et ovin néo-zélandais pour atteindre les objectifs en matière de changement climatique et d'émissions de carbone ont été mis en évidence dans un exposé percutant de **Sam McIver, directeur général de Beef + Lamb New Zealand**. Le secteur de la transformation de la viande rouge est le plus important de Nouvelle-Zélande. Il contribue à l'emploi de 92 000 salariés à tous les niveaux de l'exploitation; en outre, la Nouvelle-Zélande représente le plus grand exportateur de viande ovine au monde et occupe le sixième rang pour les exportations de viande bovine.

Au moment du Congrès, des incertitudes persistaient quant aux futures politiques gouvernementales du fait de l'attente du résultat final des élections générales. Sam McIver a toutefois précisé les principaux défis à relever:

- le récit négatif à l'échelon mondial autour du secteur des ruminants;
- les enjeux propres aux émissions de méthane et le besoin critique de trouver des technologies de réduction de ces émissions;
- la nécessité de veiller à ce que des technologies appropriées soient intégrées dans les systèmes de production animale;
- la mise en œuvre, dans l'exploitation, de moyens et de stratégies de gestion efficaces.

L'approche adoptée par Beef + Lamb New Zealand vise à:

1. apporter des éclaircissements à l'égard ***des différences entre les calculs de GES***. Depuis les années 1990, l'élevage ovin et bovin néo-zélandais a réduit ses émissions de 30% et est en bonne voie pour la neutralité carbone d'ici à 2050, d'après le calcul du potentiel de réchauffement planétaire à cent ans (GWP100). Cependant, bien que le GIEC continue de s'appuyer sur le GWP100 pour mesurer le potentiel de réchauffement mondial, des recherches récentes indiquent que le GWP* constitue une mesure plus précise, qui placerait l'élevage néo-zélandais dans une position encore meilleure;
2. réaliser des ***investissements significatifs en R&D*** - en particulier en ce qui concerne la réduction des émissions de méthane;
3. veiller à ce que les ***agriculteurs disposent des bons outils***;
4. changer le récit négatif, notamment en faisant bon usage des ***données scientifiques propres à la Nouvelle-Zélande***;
5. trouver de nouvelles approches. À ce sujet, un exemple est venu d'une récente étude d'analyse du cycle de vie, qui a révélé que ***l'empreinte agricole de la Nouvelle-Zélande représentait près de la moitié de la moyenne des autres pays*** étudiés. Cela s'explique en partie par le fait que le carbone séquestré par la végétation indigène et ligneuse dans les fermes néo-zélandaises est

maintenu et non libéré.

**Jenny Hutchison est responsable du service d'information et d'analyse de la santé animale mondiale de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).** Elle a repris l'histoire de l'OMSA (anciennement connue sous le nom d'OIE) depuis sa création en 1924. Les pays membres sont désormais au nombre de 188 et chacun d'eux est tenu de fournir à l'OMSA *«toutes les informations nécessaires pour réduire au maximum la propagation de maladies animales importantes et de leurs agents pathogènes et pour aider à parvenir à un meilleur contrôle de ces maladies dans le monde»*.

La circulation des informations s'effectue via le portail du Système mondial d'information zoosanitaire (WAHIS), qui fournit: un **module d'alerte précoce** permettant la gestion immédiate des notifications de maladies émergentes; un **système de surveillance** qui gère les mises à jour semestrielles des informations sur toutes les maladies répertoriées par l'OMSA; des **informations complémentaires** sur un large éventail de sujets.

## De l'importance d'une lutte efficace contre les maladies animales pour la société ainsi que pour le secteur

Les conséquences des maladies d'origine animale sont d'une importance cruciale pour la société dans son ensemble, de même que pour les secteurs touchés. Selon les statistiques actuelles, 21% des apports caloriques mondiaux proviennent aujourd'hui d'aliments issus d'animaux terrestres; 1,3 milliard de personnes sont employées dans la chaîne de valeur des produits animaux; 40% de la production agricole provient de l'élevage; 60% des maladies infectieuses humaines sont d'origine animale; et un grand nombre d'animaux (plus de 28 millions au cours des neuf premiers mois de 2023) doivent être abattus pour contrôler les épizooties.

## Plan stratégique de l'OMSA pour lutter contre la FPA

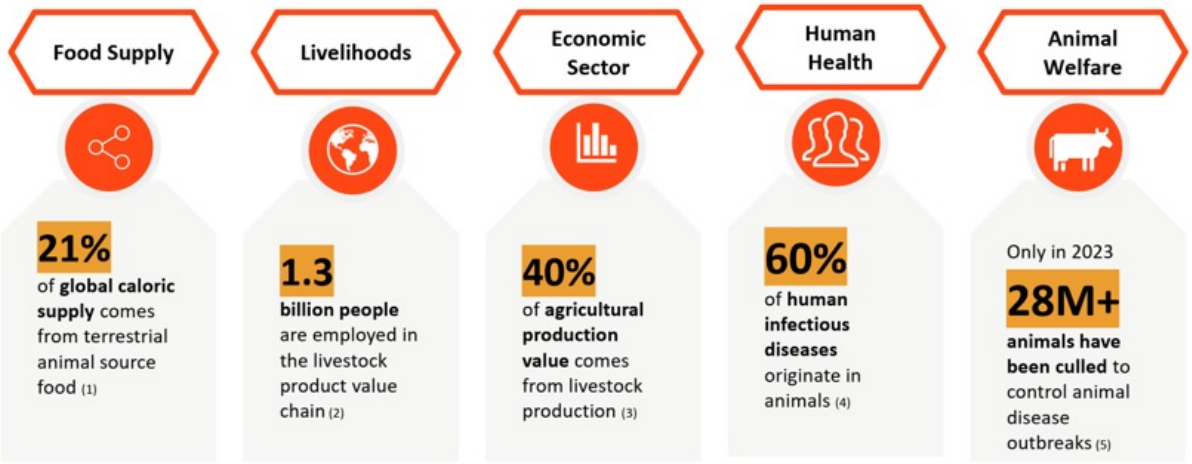
Le nombre d'épizooties a significativement augmenté depuis 2019 et, du point de vue du secteur de la viande, la fièvre porcine africaine (FPA) et l'influenza aviaire de haute pathogénicité (IAHP) constituent un sujet de préoccupation majeur. Les délégués du Congrès se sont montrés particulièrement intéressés par la situation de la FPA et Jenny a évoqué les multiples façons dont l'OMSA aidaient les pays: elle fournit par exemple des avis sur la manière d'introduire un programme de compartimentation dès lors que la FPA se propage dans de nouveaux territoires. L'OMSA se situe par ailleurs au milieu de son plan stratégique de 6 ans (2020-2025) pour le contrôle de la FPA; l'objectif est d'établir une coordination et une coopération entre les différents partenaires nationaux et régionaux, et de permettre également la continuité des activités.

**Le Dr Dietrich Rassow, vétérinaire en chef en Allemagne**, a présenté un exposé très instructif sur la façon dont l'Allemagne faisait face au défi de la FPA. Il a décrit le concept de corridor de protection conçu pour limiter le nombre de sangliers traversant la frontière de la Pologne et de la République tchèque vers l'Allemagne. Un suivi et une surveillance poussés sont également mis en œuvre dans des régions vulnérables telles que le Brandebourg, la Saxe et le Mechlenburg-Poméranie occidentale; en outre, une collaboration existe avec les équipes de chasseurs dans les zones où sévissent des sangliers dont les carcasses sont localisées à l'aide de drones et d'équipes cynophiles.

## Impact important de la FPA sur le secteur porcin allemand

Malgré tous ces efforts, l'épidémie de FPA a un impact négatif majeur sur le secteur porcin allemand, notamment parce que l'Allemagne est le deuxième plus grand producteur de viande porcine de l'UE et le deuxième plus grand exportateur de viande porcine après l'Espagne. De nombreux pays tiers ont interdit les importations

## Figure 4. Impact des maladies animales



de viande porcine en provenance d'Allemagne, mais des accords de régionalisation fructueux ont été négociés avec le Vietnam, Singapour, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, la Barbade et la Corée du Sud.

Dans ses observations finales, le Dr Rassow a parlé des défis liés à la négociation d'accords de régionalisation avec les pays importateurs, dans les termes suivants: «*L'option de régionalisation, envisagée au niveau international, nécessite une quantité importante de travail et d'informations pour obtenir l'acceptation des partenaires commerciaux*».

### Appel en faveur d'échanges internationaux de viande plus libres

L'un des faits marquants du Congrès a été pour de nombreux délégués le discours passionné prononcé par **Fernando Mattos, ministre uruguayen de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche**. Deux grands thèmes sont ressortis de ses commentaires. Tout d'abord, l'importance qu'il attache au fait que les ***pays doivent se soutenir et coopérer les uns avec les autres*** dans un climat politique actuellement incertain. Il a ensuite argué en faveur d'une plus grande liberté ***dans les échanges internationaux***.

L'Uruguay, à l'instar d'autres pays, dépend fortement de ses activités d'exportation de viande, mais rencontre d'importantes barrières tarifaires et non tarifaires. Des échanges de viande plus libres ne sont pas seulement importants pour l'Uruguay, ils sont dans l'intérêt économique de tous les pays. Il a plaidé pour que toutes les parties résistent à la tendance vers un plus grand protectionnisme.

### Un lieu célèbre pour le dîner de clôture du Congrès

Il convient en conclusion de féliciter les organisateurs pour la réussite du Congrès, qui a réuni des délégués d'un grand nombre de pays. Le dîner de clôture a eu lieu dans le décor impressionnant du Château Neercanne, en périphérie de Maastricht. C'est là qu'en 1991 les 13 chefs de gouvernement de l'UE de l'époque se sont réunis pour déjeuner afin de célébrer leur décision de poursuivre l'Union monétaire européenne et de donner naissance à l'euro.

**Bob Bansback**
**Conseil consultatif de l'OIV**

# La doctrine de la déférence et ce qu'elle signifie pour l'industrie américaine

## *La déréglementation est-elle l'avenir de l'industrie américaine ?*

Aux États-Unis, le secteur de la viande est l'un des plus fortement réglementés. Depuis l'instauration par le Congrès, en 1906, du premier programme complet d'inspection des viandes, ce secteur est réglementé par des dizaines d'agences fédérales, d'État et locales, allant du service d'inspection aux organismes de réglementation des échanges commerciaux en passant par les agences de commercialisation des produits de l'élevage et les inspecteurs qui déterminent la taille des inscriptions sur les étiquettes des viandes. Et il n'est question ici que des produits carnés et de leur origine animale.

D'autres agences réglementent l'emploi, les impacts environnementaux (comme la qualité de l'eau et de l'air), ainsi que les camions utilisés pour le transport des denrées. Cela fait des décennies que le poids de la réglementation gouvernementale constitue l'un des principaux sujets abordés lors de pratiquement toutes les conventions réunissant les entreprises de transformation de la viande aux États-Unis.

Pourtant, des rumeurs laissent entendre que la situation pourrait changer. Une proposition de règlementation sur le rejet des eaux usées qui s'appliquerait aux usines du secteur de la viande a rencontré une farouche résistance au Congrès américain. Le représentant républicain du Missouri Eric Burlison et le représentant républicain du Kansas Ron Estes ont présenté le *Banning EPA's Encroachment on Facilities (BEEF) Act* [loi visant à empêcher l'intrusion de l'EPA [Agence américaine de protection de l'environnement] dans les usines du secteur de la viande]. Cette loi aurait pour objectif d'interdire à l'Agence américaine de protection de l'environnement de finaliser, de mettre en œuvre ou d'appliquer sa proposition de règle dite *Clean Water Act Effluent Limitations Guidelines and Standards for the Meat and Poultry Products Point source category* [Directives et normes sur la limitation des effluents dans les eaux propres pour les centres de production de produits carnés et avicoles].

«Les habitants du Kansas conviennent avec moi que cet énorme poids imposé par les bureaucrates fédéraux causerait la fermeture des petites exploitations dans nos communautés en raison des coûts élevés de la mise en œuvre d'analyses de phosphate et d'azote inutiles que les grandes entreprises de transformation de viande peuvent absorber et réalisent déjà», a déclaré le représentant Estes. «Présenté conjointement avec le représentant Burlison, notre projet de loi basé sur le bon sens empêcherait l'EPA de s'en prendre aux petits producteurs de viande locaux avec

son excès de réglementation.»

## Modifier les fondements

La résistance du Congrès face aux nouvelles réglementations fédérales, en particulier de la part des républicains (traditionnellement en faveur de moins de contrôles et moins de réglementations), n'a rien de nouveau. De plus, le projet de loi BEEF arrive à un moment où le fondement de la déférence accordée à l'expertise des agences gouvernementales en matière de réglementation est remis en question.

En 1984, la Cour suprême des États-Unis, dans l'affaire *Chevron contre Natural Resources Defense Council*, a statué que les tribunaux devraient s'en remettre à l'interprétation raisonnable par une agence d'un langage législatif ambigu. Cette décision historique a donné lieu à une nouvelle doctrine, connue sous le nom de «déférence Chevron», qui autorise les agences gouvernementales à interpréter les lois ou les règlements ambigus, premièrement si le Congrès ne s'est pas prononcé directement sur la question, et ensuite si la réponse de l'agence est basée sur une interprétation admissible de la loi.

En termes simples, cela signifie que lorsque le Congrès n'agit pas sur une question susceptible de nécessiter une règlementation, les tribunaux fédéraux doivent s'en remettre à l'organisme de réglementation dans les décisions concernant ladite règlementation. En effet, la «déférence Chevron» donne un pouvoir énorme aux organismes de réglementation et donc au pouvoir exécutif du gouvernement fédéral (c'est-à-dire la présidence), dont relèvent les organismes.

Pourtant, dans une affaire entendue ce trimestre par la Cour suprême, la doctrine de déférence Chevron a été sérieusement contestée, et au vu du virage conservateur pris actuellement par la Cour, de nombreux observateurs estiment que la doctrine pourrait être sérieusement affaiblie, voire abolie.

L'affaire concerne une règle émise par le National Marine Fisheries Service [Service national de la pêche maritime], qui exige que l'industrie du hareng supporte les coûts des observateurs sur les bateaux de pêche. Dans les décisions prononcées lors d'une action intentée par l'industrie de la pêche au hareng, la Cour d'appel pour le circuit du district de Columbia et la Cour d'appel du premier ressort fédéral des États-Unis ont confirmé la règle, citant la doctrine de la déférence.

Cependant, lors d'une audience le mois dernier devant la Cour suprême, le secteur halieutique a demandé à la Cour non seulement de revoir la nécessité de la règle, mais également d'annuler la décision antérieure basée sur la doctrine Chevron. L'avocat d'un groupe de bateaux de pêche a déclaré aux juges que la doctrine Chevron contrevient au devoir des tribunaux de déterminer ce que dit la loi et qu'elle viole la loi fédérale régissant les agences administratives, qui exige également que les tribunaux entreprennent un nouvel examen des questions juridiques. La Cour devrait annoncer sa décision cet été

## Une règle «très imparfaite»

C'est dans ce cadre juridique et politique que la loi BEEF a été proposée. Parmi les partisans du projet de loi figurent l'Association américaine des entreprises de transformation de la viande (American Association of Meat Processors, AAMP), le Missouri Farm Bureau, les Associations des entreprises de transformation de la viande du Missouri et du Kansas, qui représentent les petites entreprises de transformation de viande de ces deux États.

«Je tiens à préciser que l'AAMP estime que nous devons, en tant qu'industrie, être respectueux de l'environnement, mais la règle proposée en l'état est très imparfaite», a déclaré Chris Young, directeur exécutif de l'AAMP. «La règle proposée se base sur une collecte limitée des eaux usées et quelques visites dans les usines de viande et les élevages avicoles; elle s'appuie en grande partie sur une étude réalisée par l'un des groupes de militants ayant engagé des poursuites contre l'EPA.

Dans la règle proposée, l'EPA cite plus de 20 fois cette étude, qui n'a pas été évaluée par des pairs. L'EPA doit recommencer à zéro et effectuer les vérifications préalables nécessaires pour recueillir d'autres données. Elle doit travailler avec l'industrie pour comprendre sa diversité et déterminer comment nous pouvons œuvrer ensemble à trouver des réponses durables et rentables aux problèmes d'eaux usées.» En d'autres termes, l'AAMP n'accepte pas l'expertise de l'EPA à l'origine de la règle sur les eaux usées. Si la Cour suprême, dans l'affaire du hareng, rejette la déférence Chevron, le point de vue de l'AAMP à l'égard de la règle sur les eaux usées aura beaucoup plus de poids.

Même si la Cour suprême abolit la déférence Chevron et si la loi BEEF est adoptée et promulguée, il est très peu probable que les entreprises américaines du secteur de la viande soient soudainement libérées des très nombreuses réglementations fédérales, d'État et locales en vertu desquelles elles doivent exercer leurs activités. Cependant, à l'avenir, si cette doctrine est de nouveau débattue au sein du Congrès ou du secteur lui-même, il est possible que la filière viande américaine soit réglementée de manière très différente de celle d'aujourd'hui.

**Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, revue *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist***